

Liberté de circulation !

Réfugié(e)s, migrant(e)s, vous êtes les bienvenu(e)s !

La situation intolérable faite aux réfugiés et migrants se poursuit et s'aggrave. Alors qu'ils fuient la guerre, les dictatures et la misère, la seule réponse qui leur est faite est la fermeture des frontières, la multiplication des barrages policiers, les murs et barbelés aux portes et à l'intérieur de l'Europe.

En France, nombre de migrants et demandeurs d'asile se retrouvent à la rue. À Calais des milliers de personnes vivent dans des conditions effroyables. Nous exigeons en urgence absolue, un logement pour tous ceux qui sont à la rue.

Nous refusons que l'on "trie" les immigrés selon les pays d'origine ou les "causes" de leur exil. Nous sommes solidaires de tous, ceux et celles de Syrie, du Kosovo, d'Afrique et d'ailleurs. Nous exigeons les mêmes droits pour tous.

Au-delà, il faut lutter pour l'ouverture des frontières, la liberté de circulation. C'est au gouvernement et aux collectivités de prendre en charge ces réfugiés et migrants. Se mobiliser pour trouver une solution aux urgences est nécessaire.

C'est ce qui se passe depuis des années à Bourg en Bresse. Les élans de solidarité, d'humanité sont bien présents. Nous demandons plus que jamais le respect du droit international et la liberté de circulation et d'installation pour tous.

Aujourd'hui encore, alors que l'hiver est arrivé, des familles sont à la rue. Pour la Mairie de Bourg, il faut les rendre invisibles. Ce qui se passe à Bourg en Bresse n'a pas l'ampleur de ce qui se passe à Paris, à Calais, aux frontières européennes ou en Méditerranée. Mais la question est la même. Les migrants ont des droits, qui sont bafoués, ici comme partout.

Quiconque ne se résout pas au drame du 13 novembre doit réfléchir aux réponses qui nous sont données. Le développement de l'appareil sécuritaire et les interventions militaires extérieures, toute cette logique s'est mise à tourner encore plus fort sous prétexte de « crise migratoire » : dans les faits, un véritable refus de l'accueil et le renforcement du système des frontières. Le gouvernement, la droite et l'extrême droite vont encore plus loin : état d'urgence et renforcement de tous les pouvoirs de surveillance.

Le **18 décembre est la journée internationale des droits des migrants**. Le Collectif Solidarité Migrants continuera à se battre et à manifester publiquement pendant l'état d'urgence.

Collectif solidarité migrants : RESF01/ Ligue des droits de l'homme/ CIMADE/ Comité de Vigilance/ Emmaüs/ ATTAC/ Small Axes/ Union Syndicale Solidaire/ CGT Educ'Action/ FSU/ SNUipp/ NPA/ PCF/ Ensemble !/ Le Parti de Gauche/ Citoyennes et citoyens.

Contact : collectif.solidarite.migrants@gmail.com